

Economie

La Tribune.fr - 29/06/07 à 18:44 - 311 mots

ENTREPRISES

Nicolas Sarkozy plaide pour des dérogations en faveur des PME dans les marchés publics

Le président de la république considère que la France et l'Europe devraient s'inspirer du Small Business Act américain. Les petites entreprises pourraient ainsi grandir plus vite.

LaTribune.fr

Cet article est issu du site La Tribune.fr
(www.latribune.fr).

Aucun droit de reproduction, sous quelque forme que ce soit (photocopie, scanner, copie numérique), n'est autorisé, si ce n'est celui d'une copie unique destinée à un usage strictement personnel. Toute autre utilisation est donc soumise à l'accord préalable de l'éditeur.

Pour toute information :
information@latribune.fr

© 2007 La Tribune/D.I. Group

Le débat sur les dérogations en faveur des PME dans les marchés publics monte d'un cran. Nicolas Sarkozy a déclaré ce vendredi à Lyon qu'il voulait "se battre" à Bruxelles et devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour que l'Europe puisse, comme les Etats-Unis, bénéficier de dérogations concernant le Small Business Act (SBA), qui permet de favoriser les PME dans la commande publique.

"Les Américains réservent 20% de leurs commandes publiques aux PME. Je n'accepte pas que la concurrence soit déloyale (...) Il n'y a aucune raison que les Américains aient le droit de faire ce que les Européens n'ont pas le droit de faire", a affirmé Nicolas Sarkozy. "C'est capital parce que ça permet de résoudre le problème économique français" qui est que "nos petites entreprises ne deviennent pas assez de moyennes entreprises", a-t-il affirmé.

"Le Small Business Act est un des moyens que nous allons utiliser pour privilégier les entreprises et en particulier les PME. On va également engager la simplification des procédures par un regard un peu neuf sur le code des marchés publics pour permettre aux PME d'accéder à la commande publique", a expliqué Christine Lagarde, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Emploi, qui accompagnait le chef de l'Etat. Selon elle, "il y a tout intérêt à le faire au niveau français, mais aussi au niveau européen".

Le Small Business Act (SBA) donne la capacité aux PME d'accéder à la commande publique, laquelle se monte à environ "1.000 milliards d'euros par an en Europe", rappelle Christine Lagarde.